

Suivi des marchés en République Démocratique du Congo.

Alertes et messages clés

Des études multisectorielles ont été menées dans 38 marchés au Nord et Sud-Kivu, en Ituri et au Tanganyika. Il en ressort que les marchés fonctionnent bien avec 68% des marchés ayant un indice de fonctionnalité de marché supérieur à 0.750.

Les pays frontaliers jouent un rôle important dans les marchés. Ainsi les territoires situés près des frontières ont des marchés plus fonctionnels que les territoires situés à l'intérieur du pays. Les circuits d'approvisionnement montrent des flux importants entre d'une part les différents territoires et d'autre part entre les territoires et les pays voisins (Rwanda, Burundi, Ouganda, Tanzanie et Zambie). Chaque marché est lié à un bassin de production.

Les niveaux de prix montrent une certaine stabilité des prix de la farine de maïs, de la farine de manioc, du haricot, de l'huile végétale et du sel dans les territoires d'une même province et une certaine disparité entre les provinces notamment à cause de la saisonnalité et/ou des chocs qui influencent la disponibilité des denrées sur les marchés.

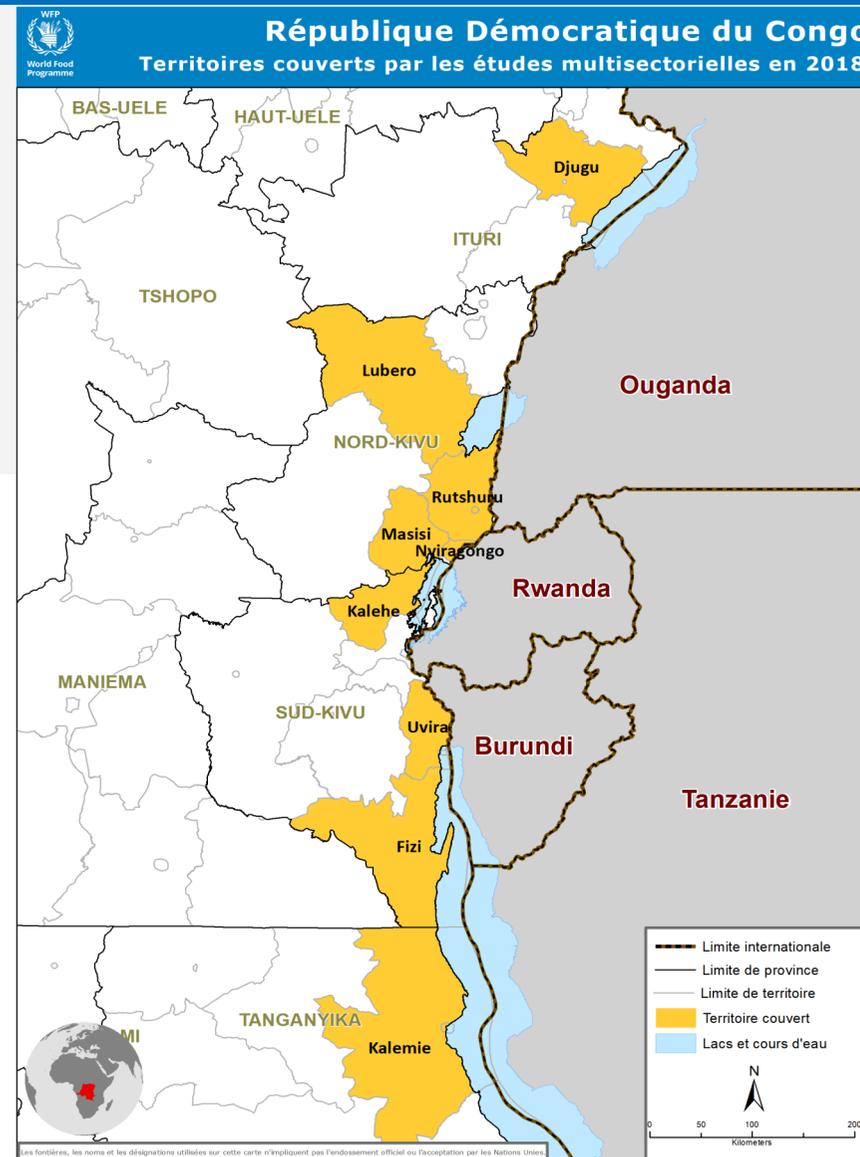
Le coût du panier des dépenses minimum (par personne par mois) oscille entre 15.05 \$ (à Lubero dans le Nord-Kivu) et 21.39\$ (à Kalehe dans le Sud-Kivu).

L'assistance monétaire est la modalité mise en place par le PAM dans les régions du Tanganyika, de l'Ituri et des Kasai au vu de la situation des marchés favorable à ce type d'intervention.

Méthodologie

Les données ont été collectées par le PAM d'août à décembre 2018 dans 38 marchés répartis dans 9 territoires de 4 provinces de la RDC à travers :

- utilisation des questionnaires sur tablettes pour l'évaluation des marchés;
- Utilisation des questionnaires papiers et/ou programmés sur tablette pour l'évaluation des capacités sectorielles (sécurité, TIC, finances...);
- Réunions (plénières) communautaires, discussions en focus group et entretiens particuliers/individuels avec des informateurs-clés ;
- Observations directes ;
- Hands-on training : notions et indicateurs de suivi de la sécurité alimentaire et des marchés aux enquêteurs et membres des comités mVAM ;
- Analyse des données déjà collectées , y compris le recours aux logiciels EXCEL, SPSS, STATA, TABLEAU



Les marchés enquêtés en 2018

D'août à décembre 2018, des évaluations multisectorielles (aspects de marchés, approvisionnement, sécurité et protection, technologies de l'information, finances ...) ont été menées par le PAM dans 38 marchés situés dans 9 territoires répartis dans 4 provinces de la RDC:

- Dans la province du Nord-Kivu: les marchés de Sake, Karuba, Bweremana à Masisi, Mudja et Buhumba à Nyirangongo et Kalengera, Rutshuru centre, Ntamugenga, Tchnegerero, Bunagana à Rutshuru et Mabambi à Lubero,
- Dans la province du Sud-Kivu: les marchés de Nyiabibwe, Mukwidja et Minova à Kalehe, Sange, Runingu, Luvungi et Mulongwe à Uvira et Lusenda, Mboko et Baraka à Fizi,
- Dans la province de l'Ituri: les marchés de Bule, Fataki centre, Largu, Kpandroma et Dhebu à Djugu,
- Dans la province du Tanganyika: les marchés de Lukuga, Katanga-kivu, Makanda, Kamugo, Babuyu, Lubuye, Kichanga, Kankomba office, Kaseke, Mulange, Tabacongo et Mtoa à Kalemie.

L'objectif de ces différentes évaluations était de comprendre le fonctionnement du marché afin d'orienter de façon adéquate l'assistance (en vivres ou en cash) à apporter par le PAM aux personnes vulnérables.

L'indice de fonctionnalité des marchés (1)

L'indice de fonctionnalité des marchés est calculé sur base de quatre indicateurs clés :

- La disponibilité (présence des denrées alimentaires, diversité, stock, tendances des prix),
- La compétition (nombre de commerçants, mécanismes de fixation des prix, système des taxes et licences),
- La capacité de réponse (accès aux sources d'approvisionnement, fréquence et temps d'approvisionnement, augmentation de la demande),
- Les contraintes (accès au crédit, transport, accès physique au marché)

Cet indice a un score compris entre 0 et 1. Plus le score est proche de 1, plus le marché fonctionne bien. Plus le score est proche de 0, moins le marché est fonctionnel.

N°	Province	Territoire	Marché	
1	Nord Kivu	Masisi	Sake	
2			Karuba	
3			Bweremana	
4		Nyirangongo	Mudja	
5			Buhumba	
6		Rutshuru	Rutshuru	Kalengera
7				Rutshuru centre
8				Ntamugenge
9				Tchengerero
10				Bunagana
11	Lubero			Mabambi
12	Sud Kivu	Kalehe	Nyabibwe	
13			Mukwidja	
14			Minova	
15		Uvira	Sange	
16			Runingu	
17			Luvungi	
18			Mulongwe	
19			Fizi	Lusenda
20		Mboko		
21		Baraka		
22	Ituri	Djugu	Bule	
23			Fataki Centre	
24			Largu	
25			Kpandroma	
26			Dhebu	
27	Tanganyika	Kalemie	Lukuga	
28			Katanga Kivu	
29			Makanda	
30			Kamugo	
31			Babuyu	
32			Lubuye	
33			Kichanga	
34			Kankomba office	
35			Kaseke	
36			Mulange	
37			Tabacongo	
38	Mtoa			

L'indice de fonctionnalité des marchés (2)

Les denrées alimentaires sélectionnées pour le calcul de cet indice étaient le maïs, le manioc, le haricot, l'huile végétale, l'huile de palme, le riz, le sel, le sucre.

Le graphique montre l'indice de fonctionnalité des 38 marchés enquêtés avec 4 couleurs suivant le score:

- de 0 à 0.599 : rouge
- De 0.6 à 0.750: jaune
- De 0.751 à 0.850: vert clair
- De 0.851 à 1: vert foncé

Les marchés en rouge sont ceux qui fonctionnent le moins bien tandis que ceux qui sont en vert (clair ou foncé) sont ceux qui fonctionnent bien.

Le graphique montre que 68% des marchés enquêtés fonctionnent bien avec un indice de fonctionnalité supérieur à 0.750.

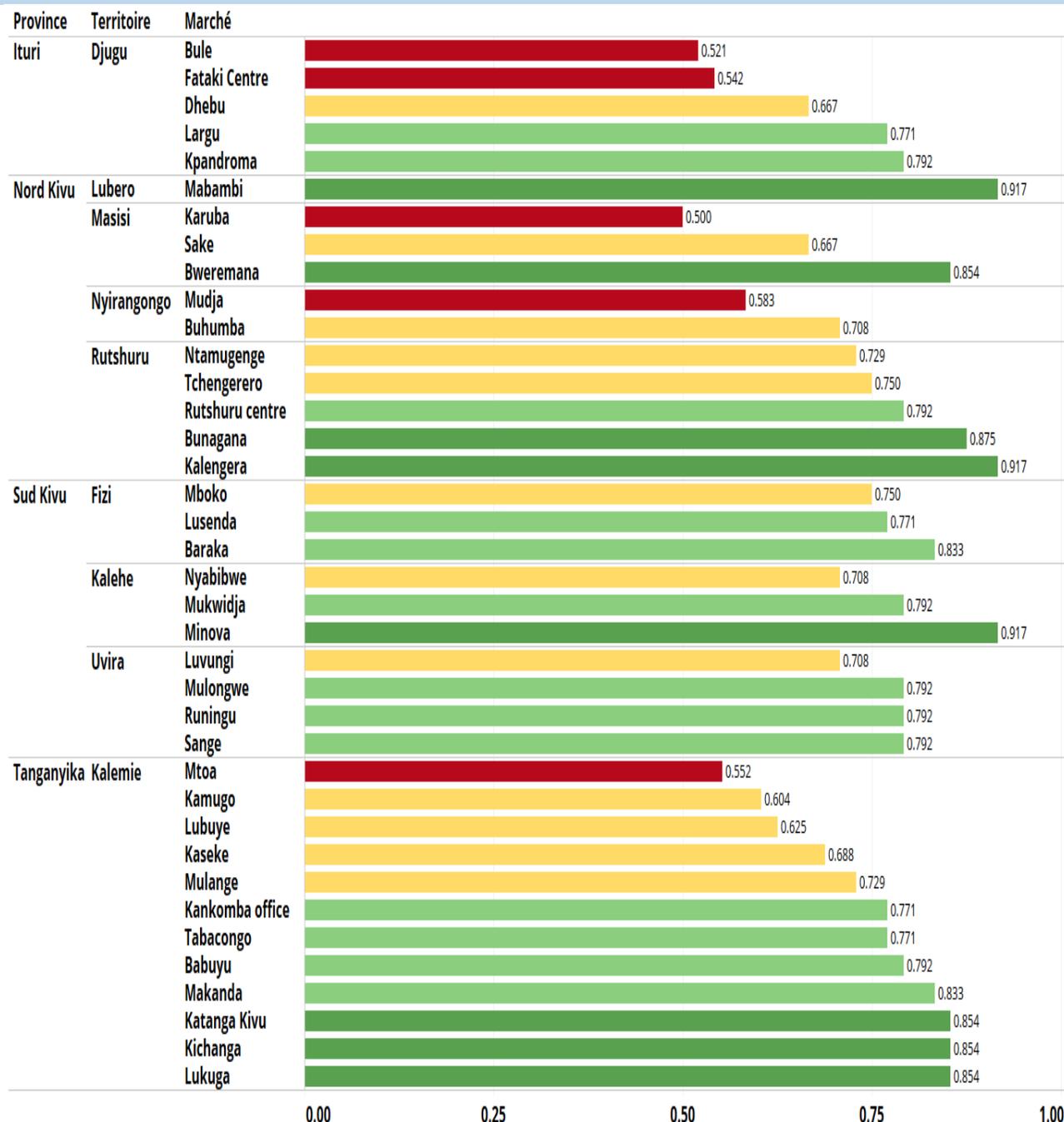
Les points forts de la plupart des marchés sont:

- la grande disponibilité et diversité des aliments grâce à la proximité avec les lieux de production à l'intérieur du territoire ou des échanges avec les territoires voisins et pays frontaliers,
- l'accès permanent aux sources d'approvisionnement qui sont les villages proches,
- le grand nombre de commerçants,
- la capacité de répondre à une augmentation de 25% de la demande,
- l'existence des structures de stockage
- l'accès physique au marché.

Quelque soit le mode de fixation de prix, une certaine harmonisation des prix des denrées au sein d'un même marché a été constatée, car les commerçants veulent attirer la clientèle.

Les faiblesses des marchés sont:

- le non accès au crédit (dû à l'inexistence des institutions financières et de coopérative d'épargne et de crédit),
- le faible capital propre,
- le coût élevé du transport des marchandises (à cause de nombreuses taxes informelles sur le trajet) qui se répercute sur le coût des marchandises.



Les flux et les circuits d'approvisionnement

De façon générale les marchés visités sont approvisionnés à partir de plusieurs sources : internes (localités à l'intérieur de la RDC) et externes. Ces flux sont fortement influencés par la saisonnalité. Les flux sortants sont abondants pendant les récoltes en raison notamment des capacités de stockage limitées. Ces flux sont difficiles à quantifier à cause des circuits informels, d'absence d'unités de mesure normalisées. Les flux se font très souvent sur des courtes distances en raison de l'état des infrastructures (mauvais état des routes) et de l'insécurité. Enfin ces flux sont irréguliers, ce qui affecte les stocks auprès des commerçants et producteurs.

Au Nord-Kivu

L'analyse de circuits d'approvisionnement montre une forte connexion entre les territoires de Masisi, Rutshuru et Nyirangongo, entre ces 3 territoires et la ville de Goma ainsi qu'avec les pays voisins Rwanda et Ouganda.

Ceci est une opportunité en termes de débouchés pour la production agricole (surtout le soja, le haricot, le maïs grain, les légumes) et une garantie de disponibilité de denrées alimentaires (maïs farine, haricot) surtout pendant la période de soudure (mois d'octobre).

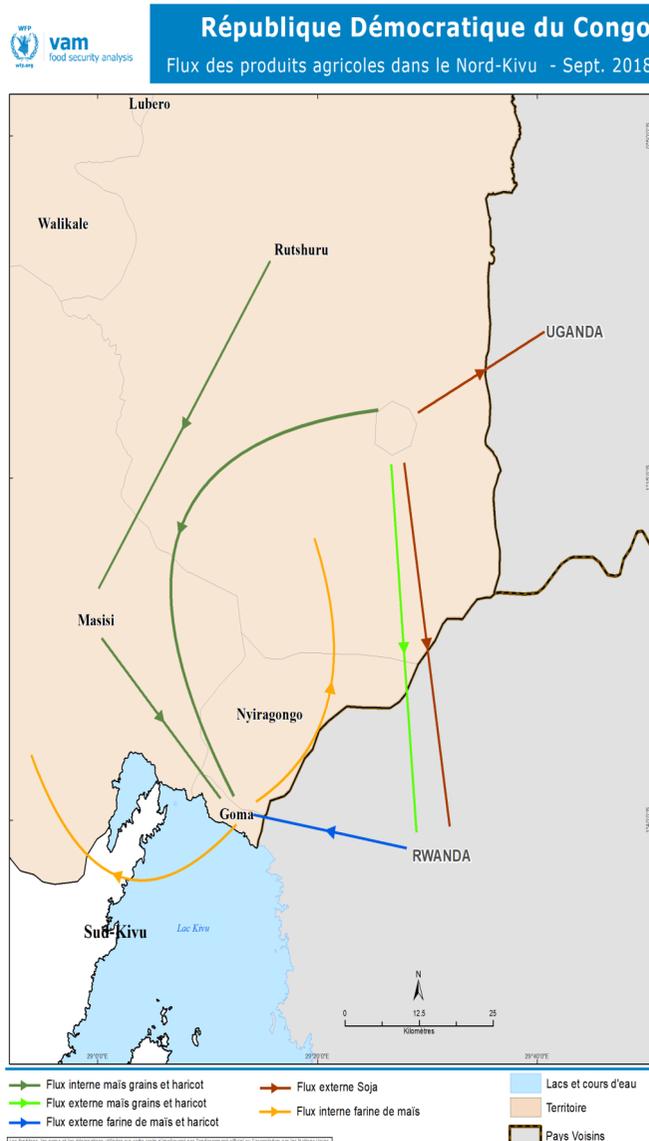
Il en est de même de Tchengero à Rutshuru qui est très proche de Bunagana poste frontalier avec l'Ouganda. Les échanges sont très intenses avec l'Ouganda au point où c'est le shilling ougandais qui domine sur le marché. Il en est de même pour Kibumba (Nyirangongo) qui échange énormément avec le Rwanda. Beaucoup de produits manufacturés viennent de ces pays voisins.

En plus, la différence de microclimats entre zones de production agricole au sein de certains territoires permet la complémentarité entre différents marchés en ce qui concerne l'approvisionnement en denrées alimentaires.

Au Sud-Kivu

Il existe une forte relation et presque une « dépendance » de la plaine de Ruzizi avec la cité d'Uvira et aussi avec les pays voisins que sont le Rwanda et le Burundi. Ceci est une opportunité

Carte des flux des produits agricoles dans le Nord-Kivu



en termes de débouchés pour la production agricole (surtout les cossettes de manioc, le maïs grain, la patate douce) et une garantie de disponibilité de denrées alimentaires (maïs farine, haricot) surtout pendant la période de soudure (mois d'octobre).

Il en est de même dans la zone de la littorale en territoire de Kalehe qui dépend de la ville de Bukavu dans sa partie Sud, tandis que le Nord (Nyabibwe, Kinierizi, Minova) semble fortement connecté à la ville de Goma (province du Nord-Kivu). On y observe aussi des échanges intenses avec le Rwanda, soit directement soit en passant par Goma ou Idjwi.

En Ituri

La ville de Bunia et le territoire de Djugu sont liés en matière d'approvisionnement des denrées alimentaires et non alimentaires. En effet les produits agricoles vont de Djugu à Bunia, puis Kisangani jusqu'à Kinshasa. Tandis que les produits manufacturés viennent de l'Ouganda, passent par Bunia pour atteindre le territoire de Djugu. L'huile de palme vient d'Isiro et d'Oicha (Béni). Lors de la période de soudure (avril-mai, septembre-octobre), les produits alimentaires partent du territoire de Mahagi pour celui de Djugu.

Au Tanganyika

L'analyse des circuits d'approvisionnement montre une forte connexion entre le territoire de Kalemie et le territoire de Moba et les zones périphériques (Tabacongo) d'une part et d'autre part les pays frontaliers (Tanzanie, Zambie). En effet les produits agricoles vont de Moba, Tabacongo et Tanzanie à Kalemie, les produits manufacturés vont de Tanzanie et Zambie à Kalemie et ils quittent Kalemie pour les autres territoires. L'huile de palme vient principalement de Tabacongo.

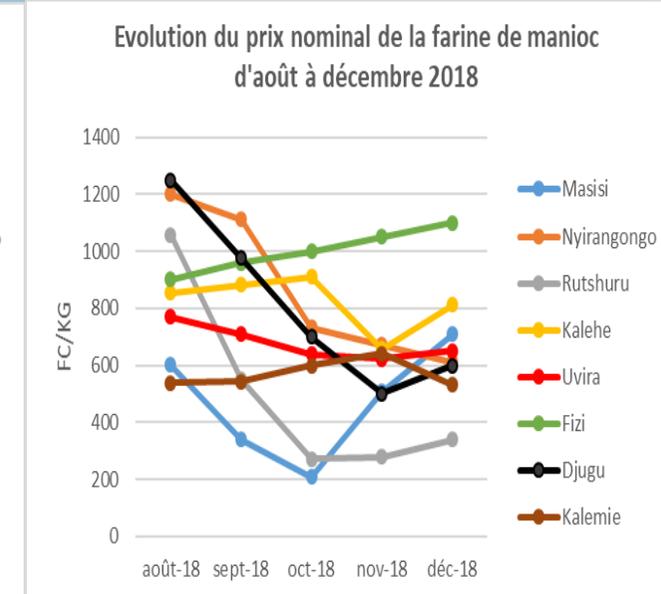
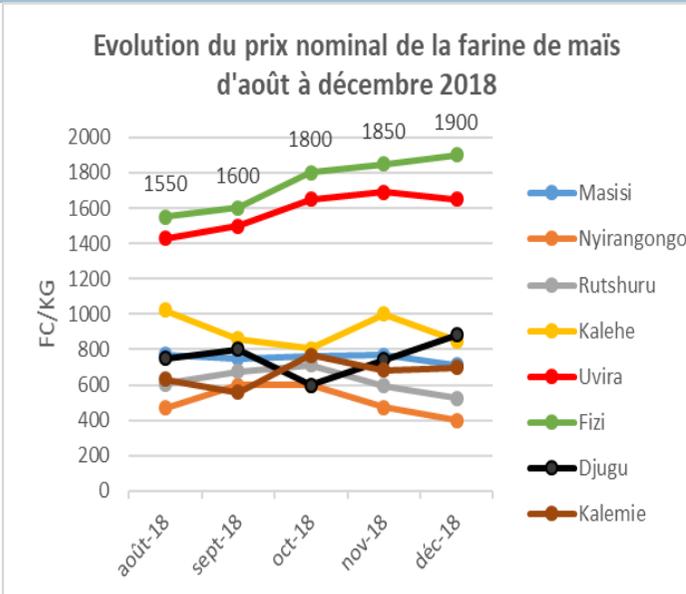
Depuis que les axes Nyunzu et Kabalo, qui approvisionnaient Kalemie, sont bloqués par les conflits et l'insécurité, Kalemie est fortement dépendante de Moba et des pays voisins.

Les Prix

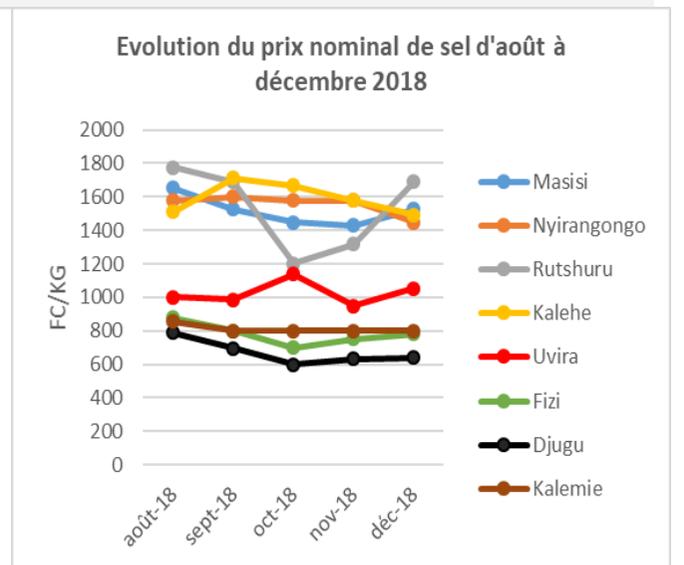
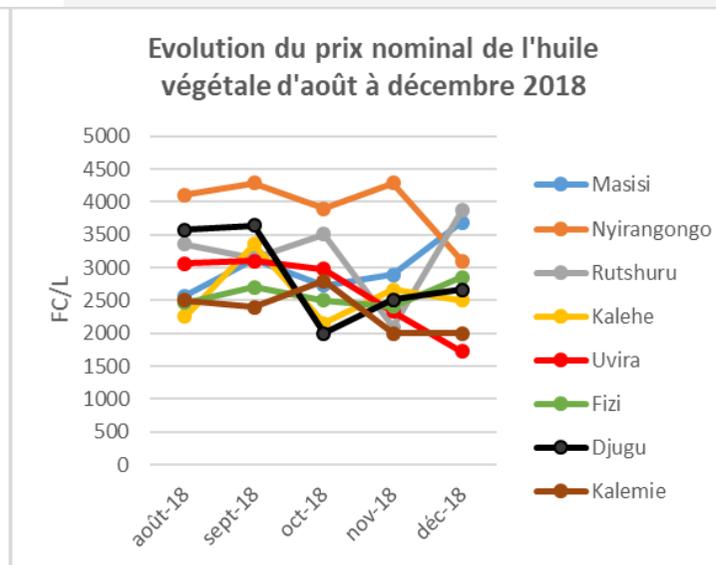
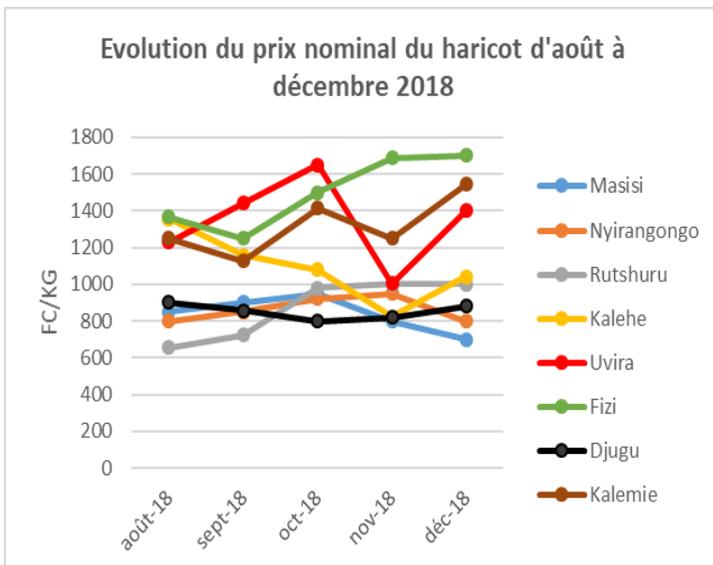
Les prix mentionnés de la farine de maïs et de manioc, du haricot, de l'huile végétale et du sel proviennent de la base de données de mKengela (CAID & PAM).

Dans les territoires enquêtés, d'août à décembre 2018, le prix moyen du kilogramme de **farine de maïs** est de 943 FC, de 722 FC pour la **farine de manioc** et de 1 088 FC pour le **haricot**. On constate des pics de prix au mois d'octobre pour l'haricot. En effet ces augmentations sont saisonnières car les mois de septembre et octobre sont non seulement des mois de semis (saison culturelle A) mais aussi des mois de soudure dans les 4 provinces (Nord et Sud-Kivu, Ituri et Tanganyika). Cela entraîne une faible disponibilité des aliments dans les marchés. Les prix sont également plus élevés dans les territoires du Sud-Kivu qui a dû augmenter grandement les importations de maïs à cause des ravages de la chenille légionnaire sur les champs de maïs.

En 2017 à la même période, les prix de ces trois commodités étaient beaucoup plus élevés qu'en 2018 à cause notamment des perturbations climatiques, des inondations ayant détruit les cultures (dans le Nord-Kivu) et des attaques des cultures par les chenilles légionnaires.



Dans tous les territoires, il y a stabilité du prix du litre d'**huile végétale** qui oscille entre 2 338 FC et 3 433 FC. Le prix du Kg de **sel** est moins élevé à Djugu (671 FC), Fizi (781 FC) et à Kalemie (811 FC) tandis qu'il coûte plus de 1 000 FC dans tous les autres territoires. Lorsque le taux de change du franc congolais est stable, le constat est que le prix de ces produits manufacturés généralement changent peu.



Minimum Expenditure Basket (MEB)

Le MEB est le panier des dépenses minimums composé de plusieurs éléments: alimentation, santé, éducation, intrants agricole, abris. Suivant les coûts réels au moment des enquêtes, le panier des dépenses a principalement pris en compte l'alimentation (à raison de 2.100 Kcal/jour/personne), la santé et l'éducation.

L'assistance du PAM étant envisagée comme une assistance multisectorielle, les secteurs comme les articles ménagers (AME), la santé et l'éducation ont été collectée en visitant les hôpitaux, les écoles, les marchés et en collectant les factures pro forma, les frais de scolarité, etc. A titre d'indication, la scolarisation d'un enfant d'école primaire pourrait être couvert avec 3,000 FC soit environ 2\$ par mois, tandis qu'une consultation (fiche + visite médicale) reviendrait à 2\$ et la cure de malaria (24 comprimés de Coartem) coûte également 3\$

L'analyse de dépenses dans les neuf territoires enquêtés montre qu'un panier de dépenses minimums oscille entre 15.05 \$/personne/mois à Lubero (dans le Nord-Kivu) et 21.39\$/pers/mois à Kalehe (dans le Sud-Kivu). Le tableau suivant donne les détails du calcul de la valeur de transfert :

Province	Tanganyika	Nord-Kivu				Sud-Kivu			Ituri
Valeur de transfert/ pers/mois(USD)	Kalemie	Masisi	Nyirangongo	Rutshuru	Lubero	Uvira	Kalehe	Fizi	Djugu
Alimentation (2 100 Kcal/jour/pers)	12.04	12.44	15.62	13.67	11.84	13.08	16.51	13.29	9.75
Santé	2.85	2.00	2.00	2.00	2.00	3.00	3.00	2.50	3.96
Education	2.09	1.22	1.22	1.22	1.22	1.88	1.88	2.00	1.59
Total MEB (USD)	16.98	15.65	18.84	16.89	15.05	17.96	21.39	17.79	15.30

Les modalités d'assistance

Au vu du bon fonctionnement des marchés en général et du niveau de sécurité relativement calme au moment des enquêtes, l'assistance monétaire s'est avérée être la modalité d'assistance la plus adéquate. En effet en terme de coût-efficacité, le transfert monétaire est plus avantageux en raison de son coût de mise en œuvre moins élevés ainsi que de la durée de déploiement de l'intervention plus courte comparée aux distributions de vivres.

D'autres raisons non négligeables font que le cash est plus pertinent: les marchés sont capables d'absorber une hausse de plus de 25% de la demande sans entrainer d'effets inflationnistes, la masse monétaire en circulation peut contribuer à développer un peu plus les marchés et de permettre aux populations cibles d'avoir des activités génératrices de revenus. Dans certaines régions où les populations sont amenées à fuir leurs domiciles, le cash est approprié car elles peuvent se déplacer plus facilement avec de l'argent qu'avec des vivres.

Grâce à des fonds provenant de UK/DFID et de ECHO, le cash a été ainsi mis en œuvre au Tanganyika, à l'Ituri et dans les Kasai avec une valeur de transfert de 11.3\$/personne/mois sur base des prix des denrées alimentaires en juin 2018 suivant l'approche MEB du PAM.

Le coût du MEB devant être réactualisé chaque trimestre, il est recommandé de revoir la valeur de transfert lorsqu'il y a une variation de plus de 10%.

